**

**Communiqué de presse de l'UCR-CGT**

**Coronavirus**

**Les retraités exigent des moyens pour la santé !**

L’intervention d’Emmanuel Macron jeudi soir a dû surprendre. Il a rendu hommage aux personnels soignants après avoir ignoré durant des mois leurs alertes et leurs propositions, il a fait un appel vibrant à l’union nationale après avoir multiplié les réformes qui ont gravement divisé le pays et utilisé des moyens de répression violents contre les mouvements de protestation, il a fait l’éloge de la solidarité sans abandonner sa réforme des retraites qui individualise le droit à la retraite, pour favoriser la transformation de notre régime solidaire en un système de capitalisation condamné par la grave crise financière qui s’annonce, il a reconnu que le marché devait être écarté de certaines activités après avoir conduit la privatisation de services et de biens publics…

Pouvait-il faire autrement ? L’épidémie qui gagne le pays révèle les effets néfastes de sa politique sur nos capacités à répondre au défi sanitaire. Notre système de santé souffre en effet d’un manque criant de moyens humains, matériels et financiers. Il fonctionne à flux tendus, au mépris de la santé des personnels et des malades.

Les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans cette situation. Nous ne voulons pas subir la situation que vivent les citoyens italiens où la Société italienne d’anesthésie et de réanimation a recommandé à ses médecins de "privilégier les jeunes et ceux qui ont plus de chance de s’en sortir." et d'affecter les moyens en privilégiant la plus grande espérance de vie plutôt que l’ordre des arrivées...

Nous récusons les logiques financières auxquelles sont soumis nos hôpitaux ces dernières années, aux dépens des missions médicales. Cette politique a entraîné la suppression de 118 000 lits dans les hôpitaux depuis 1996, la fermeture d’une centaine d’entre eux et un engorgement sans précédent des services d’urgences ainsi que la suppression de 60 000 postes en 10 ans.

Ça suffit ! Nous vivons dans le 5ème pays le plus riche au monde où l’épidémie serait gérable si la politique de santé n’avait pas été fondée uniquement sur les critères de rentabilité et du libéralisme, un modèle qui fait la preuve de sa nocivité dans tous les pays où il est imposé.

L’UCR-CGT exige que des moyens soient débloqués en urgence pour faire face à la situation. Nous ne pouvons nous satisfaire de « l’aumône » de 200 millions d’euros octroyés par Mme Buzyn en début d’année. L’objectif national de dépenses d’assurance maladie doit être revu à la hausse immédiatement comme l'ont fait la Belgique, la Croatie, etc.

Nous avons besoin d’une politique globale de santé reposant sur le service public avec la création et le développement des centres de santé dans tous nos territoires, rattachés à des hôpitaux de proximité. Ces derniers, pivots du système, ne doivent pas devenir une coquille vide, mais offir tous les services nécessaires dans les urgences, la médecine, la chirurgie, les maternités, les services de gériatrie et les USLD.

Emmanuel Macron doit maintenant traduire en actes son discours. « Quoiqu’il en coûte » a-t-il dit. Dont acte : 100 000 emplois supplémentaires sont nécessaires pour faire face aux besoins de santé de la population et l’UCR-CGT exige un moratoire sur toutes les fermetures ou suppressions de lits dans les structures hospitalières publiques.

La situation au niveau des EHPAD et des services de soins à domicile est aussi catastrophique. Les annulations de soins subis par les personnes âgées pour cause de confinement ou autre et l’absence de présence des familles auprès des résidents dans les EHPAD recommandée par le gouvernement font courir le risque d’incidents majeurs.

Nous rappelons que nous avons notamment besoin d’une nouvelle loi pour traiter ces sujets, comme l’avaient promis pour la fin 2019 le président de la République et le Ministre de la Santé. 200 000 emplois dont 40 000 immédiatement sont nécessaires au niveau des EHPAD et services à domicile dans le cadre d’un grand service public de l’aide à l’autonomie qui reste à construire.

L’argent ne manque pas pour répondre à ces exigences, mais il ne va pas au bon endroit comme le montrent les distributions importantes de dividendes par les entreprises du CAC 40.

L'épidémie du coronavirus rend plus urgent encore la reconstruction de notre système de santé à partir des besoins des populations dans tous les territoires, avec l’hôpital public comme pivot et un financement par la sécurité sociale de 100% des soins prescrits.

**S’occuper des plus fragiles et affronter la crise sanitaire c’est cela Monsieur le président. C’est ce que nous exigeons de vous. C’est ce pourquoi nous continuons d’agir avec les retraités.**

L'UCR-CGT
Montreuil, le 12 mars 2020